Il présente un avenant concernant les articles 1.2, 6.7, 6.8, 7.1 et 8.4 de ce contrat.

Vote : unanimité

Tarifs eau et assainissement :

Monsieur le Maire rappelle que le prix du m³ d'eau est actuellement de 1,20€uros. Au vu de la vétusté du réseau d'alimentation en eau potable et les dépenses que cela génère pour la commune, il convient de revoir et d'actualiser les tarifs. Il propose de maintenir le même tarif pour l'abonnement annuel au service de l'eau soit 21€ et d'augmenter le prix du m³ d'eau à 1.25€uros.

Il rappelle que le service de l'assainissement est en partie affermé mais qu'il faut prévoir de relever régulièrement le prix du m³ d'eau assainie sous peine de voir ce service devenir déficitaire. Pour la facturation 2014, aucune hausse n'a été appliquée, et le prix du m³ d'eau assainie est actuellement de 1.16€uros. Il propose de fixer les tarifs qui seront appliqués sur la facturation à 1.19€uros pour le prix du m³ d'eau assainie et à 33.50€uros pour l'abonnement assainissement annuel.

Par ailleurs, Monsieur le Maire rappelle, en application de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées, la répercussion sur les factures d'eau des redevances à l'agence de l'eau dont la révision se fait automatiquement et annuellement soit :

- Redevance Pollution Domestique
- Redevance Modernisation des Réseaux
- Redevance Préservation Ressources en eau.

Ces tarifs seront appliqués à compter du 1^{er} octobre 2015.

Vote : 3 abstentions, 10 pour

Echange parcelle M Sadargue / Commune :

Monsieur le Maire rappelle que cette délibération a déjà été prise, qu'il s'agit simplement d'une précision dans le texte. L'échange de terrain entre la Commune de Collias et Monsieur Frédéric SADARGUE, à savoir :

- Monsieur SADARGUE cède la parcelle cadastrée Section **B n° 1206**, lieu-dit « La Gaud », pour **2060 m²**.
- La Commune de Collias cède la parcelle cadastrée Section **B n°423** lieu-dit « La Ribaoute », pour **2950 m²**.

Vote : unanimité

FPIC 2015 :

Il s'agit du Fond de Péréquation Intercommunale 2015. Monsieur le Maire informe le Conseil de la décision de la Communauté de communes de prendre à sa charge 100% du versement au titre du Fond de Péréquation Intercommunal en lieu et place de la Commune pour sa part.

La loi prévoit que cette décision soit approuvée par le Conseil Municipal. Il propose au conseil d'accepter la modification de la répartition de droit commun et que le prélèvement soit pris en charge intégralement par la Communauté de Communes du Pont du Gard.

Vote : unanimité

Adhésion aux Francas

Dans le cadre de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement, Monsieur le Maire propose d'adhérer aux Francas afin d'être guidés, conseillés et orientés dans le projet enfance et jeunesse de la commune.

Les Francas, au cœur du dispositif éducatif, social et culturel, nous ont orienté légalement sur la réforme des rythmes scolaires (PEDT), en nous informant sur les différents changements (législatif, administratifs).

Le montant de l'adhésion pour l'année est de 80€.

Vote : unanimité

Création d'un service mutualisé d'instruction des ADS

Monsieur le Maire explique que l'Etat arrête son service d'instruction des autorisations de droits du sol via la DDTM. Cette instruction sera à la charge totale des communes à partir du 1^{er} juillet 2015, la DDTM ne l'effectuant plus à compter de cette date. Ce problème a été réfléchi en communauté de communes afin d'être mutualisé et refacturé aux communes. Cela coûtera environ 120 à 150€ l'acte.

A compter du 1^{er} juillet 2015, le service instructeur de la Communauté de communes du Pont du Gard assurera l'instruction réglementaire de la demande de permis ou du certificat d'urbanisme (Cu b) depuis sa recevabilité jusqu'à la préparation de la décision.

A l'issue de l'instruction, le service instructeur de la Communauté de Communes adresse au Maire, pour les demandes de permis, un projet de décision accompagné des pièces ayant servi à l'instruction ainsi que 2 dossiers complets avec plans validés et appuyés, si nécessaire, par une note explicative.

Sur le volet conformité de l'instruction des ADS, il sera proposé de valider le contrôle des conformités des lieux sensibles (construction agricoles, extension en zones inondables...) ou à la demande spécifique des élus de la commune.

Vote : unanimité

Subventions UPPC et Comité des fêtes :

Monsieur le Maire propose d'attribuer deux subventions exceptionnelles pour l'aide à l'organisation de grands événements dans le village : Une subvention de **1000 €uros** à l'association « Un projet pour Collias » pour l'organisation du festival Mégal'eau. Et une subvention de **1000 €uros** au profit du Comité des fêtes, pour l'organisation de la fête votive.

Vote : unanimité

Informations et questions diverses :

Point sur les finances :

Monsieur le Maire souhaite préciser plusieurs points concernant les finances et notamment sur les factures impayées par l'ancienne équipe municipale (les sommes sont arrondies) :

Albares (éclairage public) : 19 000 € d'impayés sur 2011 et 2012

SDEI (gestion de l'assainissement dont la station d'épuration) : 97 000€ d'impayés sur 2012 et 2013 et 2014

L'ONF : frais de garderie 2012, 2013, 2014 : 2800€

Projet de nouvelle école sur le site du stade : près de 16000€ d'étude et une facture impayée en 2015 de 1050€

Des factures liées à la construction de la nouvelle mairie, ce qui est normal mais dont la nouvelle équipe n'a pas été informée à son arrivée à la mairie : 84 000€.

En résumé, Monsieur le Maire explique que l'équipe actuelle a eu des surprises financières pour un montant total de 220 000€ dont 136 000€ d'impayés par l'ancienne équipe municipale.

Commission des finances – CdH

Monsieur Darbelet s'interroge sur le fait qu'une commission des finances puisse être créée en dehors de la Mairie. Monsieur Palay lui explique que la municipalité a, sur demande du CDH, décidé de recevoir deux délégués d'une commission créée par le CDH pour pouvoir intégrer les données financières de la commune dans leurs réflexions. Le CDH a décidé de nommer cette commission, « commission des finances ».

Il ne s'agit donc pas d'une commission municipale des finances mais du CdH. Monsieur Palay précise qu'il est très content que les habitants puissent apprécier l'état des finances de la commune et les comprendre. Monsieur le Maire conclut qu'il s'agit seulement d'un problème de dénomination.

Vente/ location parcelle communale terrain en zone N

Il y a eu des demandes diverses d'achat ou location de parcelles en zone Naturelle. La position de la majorité est de ne pas répondre favorablement à ces requêtes et de conserver ces parcelles afin d'éviter un déluge de demandes une fois une demande acceptée.

Police intercommunale de jour et mutation policier municipal (Information)

Monsieur le Maire explique qu'il y a 7 communes qui seraient déjà prêtes à adhérer au service intercommunal (Collias, Vers, St Bonnet, Remoulins, Fournès, Estézargues et Domazan)

Ce service se composerait de 3 personnes, la commune aurait la possibilité d'avoir une patrouille quasiment tous les jours, avec aussi les sorties d'école assurées (en plus nous sommes en décalés sur les horaires avec Vers). Le Policier Municipal y est favorable et, dans ce cadre, serait muté à la CCPG. Cela permettrait aussi de gérer les problèmes des absences dues aux congés.

Ce qui change : les patrouilles seraient armées, se déplaceraient en VVT électriques, ou 4*4.

Monsieur Darbelet demande de mettre ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal et s'interroge sur la sécurité de la population d'un village rural. Et il demande de mesurer les conséquences du départ du Policier Municipal.

Point sur l'école des Tilleuls

Afin de procéder aux travaux de réhabilitation de l'école, il faut choisir une équipe de maîtrise d'œuvre. Pour ceci, et afin de s'entourer de spécialistes pour le cahier des charges de l'appel d'offre, il est nécessaire de prendre un assistant à maîtrise d'œuvre. Or ce marché est également au-dessus des seuils légaux permettant de choisir un prestataire sans appel d'offre. Il faut donc faire un appel d'offres pour trouver un AMO. Cette procédure simplifiée peut se faire par la commune et se fera prochainement.

Point sur les Infractions à l'Urbanisme

3 plaintes ont été déposées nommément auprès du procureur pour dépôts sauvages dans la nature, infractions à l'urbanisme en zone N (naturelle à protéger), Natura 2000 et Réserve naturelle. Ces plaintes ont été doublées par une procédure de la DDTM envers les contrevenants.

Monsieur Perrier souligne qu'au départ Monsieur le Maire avait donné son accord, concernant une parcelle en bordure de la route d'Uzès. Monsieur le Maire rectifie et explique qu'il avait donné son accord à cette société pour entreposer momentanément quelques véhicules sur un terrain lui appartenant.

Point sur la propreté

Le nombre de poubelles a été doublé. 14 bacs ont été mis en place sur le bord du Gardon. Monsieur le Maire précise que les poubelles communales à la différence de celle du SICTOMU sont collectées par les employés communaux tous les jours et que dorénavant, pour la saison touristique, il y aura des ramassages de poubelles effectués le week-end par le service technique pour les poubelles municipales.

Point sur le festival du son libre

Un dossier de la Préfecture concernant un festival de musique le week-end du 27 juin est arrivé en mairie. Les itinéraires d'accès modifiés passent par Cabrières. Monsieur le Maire a émis un avis défavorable pour la commission de sécurité. Il a prévenu les propriétaires riverains. Monsieur Darbelet demande s'il n'est pas possible de voter quelque chose pour contrer cet évènement.

Monsieur le Maire déclare avoir eu la Préfecture et qu'il s'agit d'un projet porté par le Ministère de la culture (Jeunes pousses du Printemps de Bourges) et qu'il est géré directement par la préfecture et que des mesures ont été prises pour améliorer la gestion de l'évènement, qui aura lieu malgré son avis défavorable et que la gendarmerie sera présente sur le site tout le week-end.

La maison des gardes verts

Ce bâtiment a été estimé 175 000€ par France Domaines mais il est en zone N dans le PLU, ce qui diminue la valeur de la maison. Monsieur Darbelet souhaite se renseigner car il y avait le projet de médiathèque. Monsieur le Maire lui explique que ce n'est pas dans les priorités actuelles de la CCPG et que, de par la nature de la parcelle (zone N) si on voulait y mettre la bibliothèque, aucune modification du bâtiment ne serait possible.

Point sur la voirie - Inondations

La réponse de la préfecture sur les subventions accordées suite aux intempéries de l'automne dernier est arrivée en mairie. Environ 44 000 de subventions maximum sont accordées à hauteur de 60% du montant total des travaux. Un devis sur toutes les voies endommagées avec une priorité sur les voies les plus atteintes est en cours.

Lettre commerçants

Une réunion à l'initiative de certains commerçants a eu lieu en mairie. Ceux-ci ont remis à Monsieur le Maire une liste de doléances et demandé de la lire lors de ce conseil.

Monsieur le Maire lit la réponse à cette lettre.

Madame Mollis précise que la Mairie a acheté un mobile pour informer les commerçants des perturbations pouvant interférer sur leurs activités : coupure d'électricité, d'eau ainsi que pour tenir informer la population lors du déclenchement du PCS. (Plan Communal de Sauvegarde).

Monsieur le Maire explique que plusieurs encarts dans le bulletin municipal demandaient aux colliassoises voulant être informés des aléas de laisser leurs coordonnées mais que seulement 2 ou 3 personnes l'ont fait.

Questions de l'opposition :

Nouveaux commerces

Une nouvelle location de canoë a vu le jour, Monsieur Perrier demande où ils mettent les canoës à l'eau. L'opposition demande s'il ne faut pas une délibération pour autoriser un nouveau commerce. Monsieur le Maire rappelle qu'une délibération a été prise pour fixer les tarifs d'occupation du Domaine Public, et qu'avec chaque commerçant occupant le Domaine Public une convention a été passée ou le sera.

Centre Aéré

Monsieur Perrier souhaiterait revenir sur un courrier concernant un fait survenu dans le centre aéré. Madame Mollis lui répond qu'elle se tient à la disposition de l'opposition pour en parler.

Matériel salle polyvalente

Monsieur Perrier demande où sont passées les assiettes de la salle André Clément ? Mme Mollis lui répond qu'il faut les demander, que ce n'est pas compris dans la location de la salle.

Ermitage

Monsieur Perrier demande la réouverture du chemin de l'ermitage. Monsieur Bottani lui dit qu'il a essayé de voir avec le SMGG mais qu'au vu des risques de feux, ils ne veulent pas intervenir.

Monsieur le Maire et Monsieur Bottani déclarent voir ce qu'ils peuvent faire pour répondre à cette demande.

Parking réunion Sictomu

Monsieur Bardoc demande s'il est possible pour les membres de la réunion du SICTOMU devant se tenir le 23 juin de ne pas payer le parking de la place du Marché sans risquer une contravention. Une réflexion sera engagée sur ce type d'événements. Madame Batens précise qu'il y a des parkings gratuits, et que les participants peuvent s'y garer puis rejoindre la salle à pied, et pour ceux qui ont des difficultés à se déplacer, ils peuvent se faire déposer par une personne allant ensuite se garer en stationnement gratuit.

Questions du public :

Monsieur Ruffinato demande si Monsieur le Maire a donné des accords pour débroussailler les chemins communaux pour le festival de son libre.

Monsieur le Maire déclare que ces chemins sont les accès de secours du festival et qu'interdire l'accès pour la sécurité est délicat et que, de plus, un dossier du SDIS a été validé avec ces accès-là.

Monsieur Ruffinato ne comprend pas comment des gens peuvent ouvrir des chemins sur le communal sans l'autorisation de la Mairie, ni de l'ONF.

Monsieur le Maire déclare qu'il va se renseigner mais qu'en l'occurrence, ce travail devrait être fait par les employés communaux de toute façon.

Madame Houillère prend la parole au sujet des toilettes du Gardon et demande la remise en service de celles-ci malgré les difficultés financières de la commune. Monsieur Bottani déclare que les services techniques vont voir ce qu'il est possible de faire.

La séance est levée à 23h10.